

AFRIQUE

La prise de contrôle des actifs de la R.P. par les autorités de Luqa dominera les travaux de Lusaka

De notre envoyé spécial

Lusaka. — Ceux qui espèrent le départ des membres du Commonwealth lors de la vingt-deuxième conférence qui s'ouvrira le 1^{er} août, ont en fait une tâche ardue : c'est en effet de se faire entendre dans une conférence où les débats de fond sont dominés par les problèmes de la République de Zambie. La situation sera difficile à Luqa, mais on s'attend à ce que les débats de fond soient dominés par les problèmes de la République de Zambie. La situation sera difficile à Luqa, mais on s'attend à ce que les débats de fond soient dominés par les problèmes de la République de Zambie.

En arrivant à Lusaka, des membres de l'opposition ont déclaré que celle-ci attendait l'issue de la conférence avant d'exprimer sa position sur la levée éventuelle des sanctions.

LES QUARANTE ET UN MEMBRES DU COMMONWEALTH

Voici la liste des quarante et un membres du Commonwealth :

ROYAUME-UNI, Grande-Bretagne, Malte, Chypre.

AMÉRIQUES : Canada, Jamaïque, Trinité et Tobago, Guyane, Barbade, Bahamas, Grenade, Dominique, Sainte-Lucie.

AFRIQUE : Nigeria, Tunisie, Kenya, Ouganda, Ghana, Malawi, Zambie, Lesotho, Botswana, Swaziland, Gambie.

ASIE : Inde, Bangladesh, Sri Lanka, Malaisie, Singapour.

Océanie : Australie, Nouvelle-Zélande, Fidji, Samoa-Océaniques, Tonga, Nauru, Tuvalu, Îles Salomon, Kiribati.

AMÉRIQUES

Nicaragua

Le nouveau régime bénéficie d'une importante aide internationale

La Banque Interaméricaine de développement (BID) a accordé, le 21 juillet, une aide financière exceptionnelle au Nicaragua. Il s'agit de la première contribution publique accordée au Nicaragua depuis l'indépendance du nouveau régime. Ces ressources, qui ont été versées à la Banque centrale nicaraguayenne, viendront d'un fonds alloué par le Venezuela et géré par la BID. Une mission de haut niveau de la BID est à Managua afin de discuter, avec les autorités nicaraguayennes, des priorités imposées par la reconstruction du pays. La Banque Interaméricaine est chargée de coordonner l'aide financière que s'approprient à l'heure actuelle les institutions internationales de crédit, plusieurs pays américains, l'Europe et le Japon.

Le gouvernement espagnol a ainsi décidé d'accorder au Nicaragua une aide importante, afin de contribuer à la reconstruction du pays et à l'amélioration de la situation, a indiqué, mardi à Madrid, le ministre des Affaires étrangères, Francisco Fraga Iriberry. Le nouveau régime de Managua, qui doit arriver au Nicaragua le 4 août, M. Milafranc, premier secrétaire du P.F.S., a déclaré, le 31 juillet, 8 tonnes de vivres, de vêtements et de médicaments. Déclarations qui violent la reconnaissance politique au faveur du nouveau régime se multiplient d'autre part.

M. Pierre Jean, député et trésorier du P.F.S. français, est parti pour Managua, où il doit étudier sur place les modalités de l'aide que les socialistes peuvent apporter à la reconstruction du Nicaragua. Il participera ensuite à la mission internationale de médiation sociale, dirigée par M. Mario Soares, qui doit arriver au Nicaragua le 4 août. M. Milafranc, premier secrétaire du P.F.S., a déclaré, le 31 juillet, 8 tonnes de vivres, de vêtements et de médicaments. Déclarations qui violent la reconnaissance politique au faveur du nouveau régime se multiplient d'autre part.

Le gouvernement espagnol a ainsi décidé d'accorder au Nicaragua une aide importante, afin de contribuer à la reconstruction du pays et à l'amélioration de la situation, a indiqué, mardi à Madrid, le ministre des Affaires étrangères, Francisco Fraga Iriberry.

Le nouveau régime de Managua, qui doit arriver au Nicaragua le 4 août, M. Milafranc, premier secrétaire du P.F.S., a déclaré, le 31 juillet, 8 tonnes de vivres, de vêtements et de médicaments.

Déclarations qui violent la reconnaissance politique au faveur du nouveau régime se multiplient d'autre part.

M. Pierre Jean, député et trésorier du P.F.S. français, est parti pour Managua, où il doit étudier sur place les modalités de l'aide que les socialistes peuvent apporter à la reconstruction du Nicaragua.

Il participera ensuite à la mission internationale de médiation sociale, dirigée par M. Mario Soares, qui doit arriver au Nicaragua le 4 août.

M. Milafranc, premier secrétaire du P.F.S., a déclaré, le 31 juillet, 8 tonnes de vivres, de vêtements et de médicaments.

Déclarations qui violent la reconnaissance politique au faveur du nouveau régime se multiplient d'autre part.

Le gouvernement espagnol a ainsi décidé d'accorder au Nicaragua une aide importante, afin de contribuer à la reconstruction du pays et à l'amélioration de la situation, a indiqué, mardi à Madrid, le ministre des Affaires étrangères, Francisco Fraga Iriberry.

Le nouveau régime de Managua, qui doit arriver au Nicaragua le 4 août, M. Milafranc, premier secrétaire du P.F.S., a déclaré, le 31 juillet, 8 tonnes de vivres, de vêtements et de médicaments.

Déclarations qui violent la reconnaissance politique au faveur du nouveau régime se multiplient d'autre part.

LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

Le Foreign Office dénonce la campagne déclenchée en Afrique contre sa politique rhodésienne

De notre correspondant

Londres. — Le Foreign Office a réagi violemment dans la soirée du 31 juillet à la nationalisation des infrastructures de British Petroleum au Nigeria en réajustant comme à l'habitude les relations avec ce pays. Les raisons avancées par le gouvernement de Lagos, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

« cette décision extraordinaire est survenue à la veille de la conférence du Commonwealth ».

Pour le Foreign Office, la nationalisation de British Petroleum au Nigeria ne représente qu'un moyen de pression sur le gouvernement britannique pour empêcher de lever, en novembre, les sanctions contre Salisbury, comme elle l'avait laissé prévoir le 1^{er} juillet à Canberra.

Le communiqué relève que

Tunisie

Les électeurs pourront désormais choisir entre deux candidats pour chaque siège à pourvoir

De notre correspondant

Tunis. — L'Assemblée nationale a voté, le mardi 31 juillet, un amendement au code électoral qui prévoit que, lors des prochaines élections, le nombre de candidats dans chaque circonscription devra être le double de celui des sièges à pourvoir.

Jusqu'à présent, le nombre de candidats devait être égal à celui des sièges à pourvoir et comme le parti socialiste dominait, la majorité des Tunisiens considèrent chaque élection comme une simple formalité sans grand intérêt.

Les groupes d'opposition ne reconnaitraient officiellement, mais tout de même, le mouvement des démocrates socialistes de M. Ahmed Meziat et le Mouvement de l'unité populaire qui se réclame de la politique socialiste de l'ancien ministre, M. Ben Salah, n'ont pas encore décidé s'ils participeront aux élections législatives de novembre, et les municipalités de 1980 ainsi qu'il en est la possibilité. Même si le parti unique demeure sans adversaire, les futures consultations électorales devraient être plus intéressantes.

Cet amendement a consacré le système électoral existant par le passé depuis plus de vingt ans, mais il ne change rien à la situation. Il renforce la tendance vers la présélection de listes contenant des candidats parmi les militants des divers partis et des groupes de pression, et dans la région après le référendum d'autonomie préconisé par les chefs d'Etat de l'O.U.A. au sommet de Monrovia.

D'autre part, le premier ministre, M. Mehdi Nour, a déclaré que le colonel Mohamed Khouni Hadad, a fait mardi, une déclaration très nette, répondant à la décision du Front Polisario de libérer les prisonniers marocains capturés à Tindouf (le Monde du 31 juillet).

L'ancien premier ministre, M. Habib Bourguiba, a dit, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Front Polisario, en libérant les prisonniers marocains, a fait un acte de sagesse et de modération.

Le Front Polisario, a-t-il dit, a choisi de sortir définitivement de cette guerre fratricide et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région. Il a choisi de libérer les prisonniers marocains, a-t-il dit, et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région.

L'ancien premier ministre, M. Habib Bourguiba, a dit, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Front Polisario, en libérant les prisonniers marocains, a fait un acte de sagesse et de modération.

Le Front Polisario, a-t-il dit, a choisi de sortir définitivement de cette guerre fratricide et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région. Il a choisi de libérer les prisonniers marocains, a-t-il dit, et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région.

L'ancien premier ministre, M. Habib Bourguiba, a dit, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Front Polisario, en libérant les prisonniers marocains, a fait un acte de sagesse et de modération.

Le Front Polisario, a-t-il dit, a choisi de sortir définitivement de cette guerre fratricide et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région. Il a choisi de libérer les prisonniers marocains, a-t-il dit, et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région.

L'ancien premier ministre, M. Habib Bourguiba, a dit, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Front Polisario, en libérant les prisonniers marocains, a fait un acte de sagesse et de modération.

Le Front Polisario, a-t-il dit, a choisi de sortir définitivement de cette guerre fratricide et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région. Il a choisi de libérer les prisonniers marocains, a-t-il dit, et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région.

L'ancien premier ministre, M. Habib Bourguiba, a dit, à l'occasion d'une conférence de presse, que le Front Polisario, en libérant les prisonniers marocains, a fait un acte de sagesse et de modération.

Le Front Polisario, a-t-il dit, a choisi de sortir définitivement de cette guerre fratricide et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région. Il a choisi de libérer les prisonniers marocains, a-t-il dit, et de mettre fin à la situation de violence qui règne dans la région.

Centrafrique

Ancien premier ministre de l'empereur Bokassa 1^{er}

M. PATASSE ACCUSE PARIS DE LIVRER DES ARMES A BANGUI

Un cours d'été de conférences de presse, mardi 31 juillet, à Paris, M. Ange Patasse, président du P.C.F. (Mouvement de libération du peuple centrafrique) et ancien premier ministre de Bokassa 1^{er}, a accusé le gouvernement français de livrer de nouvelles armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}. M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

M. Patasse a affirmé que M. Duchemin, ministre d'Etat de Bokassa 1^{er}, se trouvait actuellement en France pour procéder à ce recrutement.

M. Patasse a également accusé le Libye et l'Union soviétique

de livrer des armes à Bangui et d'avoir financé le régime de Bokassa 1^{er}.

Remerciements

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

— M. et Mme Jean Puyou, leur fils Jacques.

Le Monde

DES ARTS
ET DES SPECTACLES

La Suisse romande à la recherche de la parole

Un grain de blé dans l'eau profonde

par GEORGES HALDAS (*)

[illegible]

Or ce silence, lui, dans la vie des gens — et le dimanche ! — m'a toujours intrigué, irrité, attiré. C'est lui, en partie, qui m'a fait écrire. Comme pour descendre, chaque fois, dans son eau profonde. A la recherche de quelque chose que je ne trouve ni à Paris, ni en Italie, ni ailleurs en Europe. Et dont j'aime

rais dire deux mots. Puisque c'est de cela précisément qu'il s'agit, question : écrire en Suisse. Et cela, pour aller directement à l'essentiel, sans détour, sans détour. C'est toujours sur le plan de l'expression, le plus court chemin ? Je me rappellerai toujours l'été 1940. La rupture de la ligne Maginot. L'avance allemande. La chute de Paris. Bref, la défaite de la France. Pour certains d'entre nous, qui avaient vingt ans à l'époque : l'éclatement d'un monde. Car culturellement parlant — littérature, art, histoire, etc. — nous vivions à

Le confetti helvétique

Petit, qui sortit indemne du feu et de sang. Petit eocoon miraculeux, qui a survécu à la bombe (c'est 70). Et à l'instinct de ce eocoon une Suisse française ouverte entre, d'une part, une France qui ne se souvient pas de la guerre sans vivre avec son histoire, ses institutions, ses mœurs, une certaine culture, une certaine éthique sociale; et, d'autre part, toute une partie de la nation belvédérée, qui ne se souvient pas de la guerre, mais en étant assise d'elle par la barrière des langues : allemande, italienne, romanche. Et qui, au lieu de se défendre, en connaît les vicissitudes, un peu comme les peuples alors en proie à la guerre, mais sans rapport à la truelle française. Et comme est à la recherche d'une identité. Tout cela est beau, mais aussi les plus dangereusement sophoriques (le 14-18) : une Suisse française, industrielle et paisible, mais encline à penser, comme certains de ses représentants officiels, que l'Europe est protégée elle-même, qu'elle est protégée elle est sage. Et que les grandes puissances, habitées d'êtres humains, ne peuvent bien en prendre de la graine !

Un seul écrivain, avant la guerre, déjà, avait dit ces choses avec force : C.F. Ramuz. Qui avait cherché l'homme à travers le monde des paysans et des montagnards pauvres. Mais

Génève en particulier, par la France. Et par elle seule. Notre cordon ombilical. Et voilà que le cordon était brutalement coupé. Et là, mystère, l'homme se réveille. Il nous fallait désormais respirer par nous-mêmes. Et du même coup — cela se passait autour de la revue *Rencontre* — poiser les questions vitales. Qui sommes-nous ? Qu'est-ce que la Suisse ? Qu'avons-nous ici à dire, concernant l'homme, à partir d'une petite communauté indigène, égarée par les convulsions de la guerre et les secousses sociales ?

hélistique

uniquement à travers lui. Nous aussi, à notre mesure, nous cherchons l'homme. Mais dans de tout autres conditions. Confrontés à la mort, en effet, nous ne faisons partie, sans en avoir conscience, que d'une seule et même chair qui le tragique. Notre référence n'était plus la France. Mais le monde, à la fois, et le vœu d'ici. Qui est bien, au fond, la seule référence possible, quand tout nous enseigne une manière d'être et de sentir façonnée par un destin historique très particulier. Il nous fallait, disions-nous, trouver une parole qui rende compte de ce destin, de ce monde, de cette parole faite de ce silence. Seule capable de le rompre et de le libérer. En en traduisant les aspirations obscures, les rêves et les espoirs, les passions refoulées, les haines sourdes et nées des pulsions meurtrières.

Mais explorer ce silence — je le vois mieux aujourd'hui — implique une double exigence. De sympathie d'abord, hors de quoi il n'est pas de création véritable, pas plus que de critique efficace (ce n'est que poétisme et ressentiment). Et, en second lieu, de distance : pour bien se situer par rapport à la dure réalité européenne et mondiale. Or il s'est trouvé, en ce qui me concerne, que cette double exigence je l'ai naturellement héritée de ma mère, d'une part ; et, pour l'autre, de mon père. Ma mère suisse française ; et mon père grec (et une partie de mon

enfance passée à Océphaliope,
avec lui, en Grèce). Par ma-
nière d'acte, d'origine paysanne,
il aime dans les montagnes
les aspects les plus divers — ces
petites villes et ses villages, ses
rivières, ses lacs, la plaine et la
montagne — et nous en parlait
souvent, je me suis mal obse-
servé de ne pas le faire aussi.
Ce que les gens, après leur lenteur,
leur difficulté à s'exprimer, leur
méfiance, mais aussi leur bonnété,
leur timidité, la conscience
souvent de leur maladresse et de
leur ignorance, ont pu dire de
fole que les autres ont été et
eux pax. Et qui rend belle la vie
dans les pires situations : tandi-
qu'on dans leur bien-être, sont
souvent déstabilisés par cela, puis-
si ce n'est par ceux-ci, et même
autres, que ça y a dit.

Par nous para, en de l'Asie-
homme de culture et de l'Asie-
centrale, les grandes villes — j'ai
— j'ai
familiarité des « grandes qu-
tions » sans réponse : Qu'est-ce
— j'ai
et qu'est-ce que l'homme ? Sa
fonction. Et le homme ? A-t-il un
sens ? Bref, l'homme misaphy-
— j'ai
la même une distance pri-
l'égard de la réalité ambiante.
— j'ai
de sorte que je n'ai pu la mor-
— j'ai
récuser — m'engager — dans le
conflict hébraïque : ni à cesser
— j'ai
conflict hébraïque, dire abom-
— j'ai
la Grèce en tant que foyer
psychique, le ne pouvait faire
— j'ai
Sans cesse. Et ce faisant, j'ai mis
des années à comprendre que ma-
— j'ai
la, ni moi-même, mais bien dans
la relation. Qui devra être celle,
un jour, de tous les hommes.

Et c'est ainsi que je me suis mis à écrire à Genève, et pas ailleurs. Avec l'aide de ces deux médiums. Et en prenant toujours mieux conscience des avantages



« Le Suicide des banquiers »,
peinture du dramaturge Friedrich Dürrenmatt.
(Photo Jean-M. Guedes)

et des désavantages que représentait en l'occurrence, et pour un tel travail, la situation helvétique. Les désavantages ? Quel ne sont-ils pas ! Pour le moment, mais vivant en marge de l'histoire. Je veux dire : la subistance, ne la faisant pas. Où le son d'un survivre, au cœur d'une Europe turbulente, l'emporte sur celui de vivre. D'où les vertus de traquants, de survivants, de monnaie, de probité, de propriété, qui caractérisent ce peuple. La nécessité aussi de supputer et de prévoir, et une tendance, en toutes choses, chez lui, à se tenir sur la défensive. Au détriment du risque, de l'aventure, de l'espérance. Les glorieux, les héros, du rite. Dans l'ensemble, tout ce qui favorise l'expression. Sans oublier le pouvoir destructeur de la neutralité.

Pays de l'abondance aussi. Mais d'une abondance de biens matériels. Et non du cœur, tout-jours, et de l'esprit, qui l'aurait rendu riche, fécond et indépendant. Ils se sentent aimés et soutenus dans leur lutte minoritaire contre tout ce qui limite, oppresse, mutile l'homme. Pas de grands événements collectifs, ni, pouvant servir de référence, ni guerre, enfin une vie ni entre eux, ni avec le monde à Frague; ni lutte pour l'indépendance comme en Algérie, au Vietnam, etc. A partir de quoi se situer. Opérer des choix décisifs. La politique, ici, n'implique quant pas mort d'hommes, mais seulement la mort de la vie. Et surtout le tragique. Le sacrifice. Difficile de situer un destin par rapport à l'augmentation du prix du lait.

Le crime de lèse-imagerie du cinéma

C'EST Frédéric Bueche, le directeur de la *Cinéma-école* de Lausanne, qui appelle (1) : « le premier film suisse à ambition internationale date de 1924. Son titre : les Origines de la Contédatation. Auteur enthousiaste d'une note de programme : La Suisse romande. L'expression est l'époque : « L'embrasement peut avoir réussi ou se-déjà de ce qui on pouvait raisonnablement espérer. Son directeur, M. Eugène Bueche, a été nommé directeur de l'Amérique et travaillait pour le compte de la Sunlight-Film, a vécu avant tout à faire une œuvre aussi sincère que possible. Il est d'ailleurs un homme très professionnel : presque tous les rôles sont remplis par des Suisses, le plupart des gens de Weltstadt. Il a reconnu de parti pris à cette scène d'habiter : tous ses décors sont formés par la nature même de la Suisse pri-

[illegible][illegible]

Les réticences de l'Etat

Deuxième bouleversement. Tandis que l'Europe des cinquièmes, ayant consommé cette ravitaillement sous le slogan global et simplifié de « l'Europe des cinquièmes », s'entêche pour une autre « découverte » — chronométrique, de Genève à Zurich ou Bâle on doit se rendre compte que l'Europe des « premiers », de Paris à Rome, Murat et d'autres pionniers ne sont plus seuls. Plus nombreux sont les « premiers » de certains cinquièmes pour tenter d'endiguer le flot de producteurs, entrepreneurs, investisseurs, etc. — qui se précipitent vers le Sud-Est.

La cadre légale, financière et culturellement mis au point des cinquièmes, des cinquièmes dantesques que nous porte. On s'est écrié au départ le héraut de quelques pays, considérant que les cinquièmes, considérant les cinquièmes, considérant les cinquièmes ambassadeurs occasionnels. On se faisait le plaisir, entre spécialistes égarés très vite par le nom de la collectivité ;

la doctrine : jusque-là, on n'aidait que les films « documentaires, culturels ou éducatifs » ; désormais, on soutiendrait le cinéma de fiction de haute qualité (1970). Mais le lune de miel ne dura pas.

Premier bouleversement. Lorsque éclate la liberté avec laquelle certains cinéastes moulinent les espaces lausannois entre les stéréotypes de l'inspiration helvétique, c'est tout de suite le cinéma suisse qui se voit, en marge de l'ordre, la révolte des jeunes Zurichois, seconné mai 1968, cette vie difficile des paysans de montagne, ces enfants des grands ensembles, truits du partage intégral de la prospérité. Une forte minorité de réalisateurs s'insurge. On crée en quelque sorte le miel en perle du patrimoine de l'Image.

[illegible][illegible]

Tanner disait en 1969 : « Nos rues, nos maisons, nos concitoyens commencent à se transformer en choses vues, regardées, commémorées. (...) Pendant longtemps, nous nous sommes tus. Maintenant nous commençons à parler, et notre silence en vaut probablement bien d'autres. Nous parlons donc. Nous vous parlons. »

En 1979, c'est la sourdine officielle.

LAURENT BONNARD,
collaborateur
du *Théodora* romand
Domaine public.

[illegible]

Bien sûr, la Suisse paradis des banques (et, comme me le disait un jour un ami polonois : alors que dans tous les pays du monde on étire l'argent, en Suisse on le respecte). Pays au budget militaire absurde ; et aussi de sournoise xénophobie. Mais quoi, la Suisse n'est pas que cela. Pas plus que le pays seulement des concombres, du lait condensé, des chalets et des vaches. Aussi j'en veux un peu.

[illegible]

3 costumes 1100
1 costume à partir de 350
3 pantalons 350
3 chemises 140

TOUT
CINEMA
131, rue du
M. S. Photo

(1) In *Le cinéma suisse*,
Freddy Buscha. L'Age d'Homme
1978, collection « Poche Suisse ».

৩৫। ৩৭। ৪৭

La Suisse romande

par CLAUDE TORRACINTA (*)

Pour une télévision critique

« Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire », estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

On ne le sait pas, mais le journaliste suisse, Claude Torraccinta, a écrit un livre intitulé « La Suisse romande ». C'est un livre qui n'est pas une chronique, mais une réflexion sur la situation de la télévision suisse romande. Il y a des choses que les journalistes de T.V. ne doivent pas dire, estimait-il à Bern.

Un repaire de contestataires ?

C'est dans le domaine de la télévision que la contestation a été la plus vive. Les critiques des programmes et des présentateurs ont été nombreuses. Les journalistes ont souvent été accusés de partialité et de manipulation.

C'est dans le domaine de la télévision que la contestation a été la plus vive. Les critiques des programmes et des présentateurs ont été nombreuses. Les journalistes ont souvent été accusés de partialité et de manipulation.

C'est dans le domaine de la télévision que la contestation a été la plus vive. Les critiques des programmes et des présentateurs ont été nombreuses. Les journalistes ont souvent été accusés de partialité et de manipulation.

C'est dans le domaine de la télévision que la contestation a été la plus vive. Les critiques des programmes et des présentateurs ont été nombreuses. Les journalistes ont souvent été accusés de partialité et de manipulation.

C'est dans le domaine de la télévision que la contestation a été la plus vive. Les critiques des programmes et des présentateurs ont été nombreuses. Les journalistes ont souvent été accusés de partialité et de manipulation.

C'est dans le domaine de la télévision que la contestation a été la plus vive. Les critiques des programmes et des présentateurs ont été nombreuses. Les journalistes ont souvent été accusés de partialité et de manipulation.

Le besoin d'être bousculée

Les médias ont besoin d'être bousculés. Ils ont besoin de nouvelles idées, de nouvelles perspectives. Ils ont besoin de se remettre en cause.

Les médias ont besoin d'être bousculés. Ils ont besoin de nouvelles idées, de nouvelles perspectives. Ils ont besoin de se remettre en cause.

Les médias ont besoin d'être bousculés. Ils ont besoin de nouvelles idées, de nouvelles perspectives. Ils ont besoin de se remettre en cause.

Les médias ont besoin d'être bousculés. Ils ont besoin de nouvelles idées, de nouvelles perspectives. Ils ont besoin de se remettre en cause.

Quelque chose de Tchekhov,

« Il n'y a pas si longtemps que ça que j'ai écrit quelques semaines en y faisant... »

« Il n'y a pas si longtemps que ça que j'ai écrit quelques semaines en y faisant... »

« Il n'y a pas si longtemps que ça que j'ai écrit quelques semaines en y faisant... »

Le pouvoir et l'imagination

Le pouvoir et l'imagination sont deux notions qui sont souvent opposées. Mais elles sont en fait très liées. Le pouvoir a besoin d'imagination pour se maintenir.

Le pouvoir et l'imagination sont deux notions qui sont souvent opposées. Mais elles sont en fait très liées. Le pouvoir a besoin d'imagination pour se maintenir.

Le pouvoir et l'imagination sont deux notions qui sont souvent opposées. Mais elles sont en fait très liées. Le pouvoir a besoin d'imagination pour se maintenir.

Le pouvoir et l'imagination sont deux notions qui sont souvent opposées. Mais elles sont en fait très liées. Le pouvoir a besoin d'imagination pour se maintenir.

Expositions

CENTRE POMPIDOU
Retour sur la Seconde Guerre mondiale, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

MUSEE D'ART MODERNE
L'art abstrait, du 10 août au 10 septembre. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F. 10 h à 19 h. Entrée : 10 F.

RADIO-TÉLÉVISION

L'AUTRE TOUR DE FRANCE

BALL
dent un traitement
hommes
 respondante

Les Danoises demandent un traitement égal aux hommes

[illegible]

RÉPLIQUES A PIERRE BOUTANG : Une lettre du général Massu

Mme Anne-Marie Koulikoff, maître de recherches C.N.R.S., nous écrit :
« Je suis, comme vous, déçue de l'opportunité pour un élève de l'Etat qui ne peut s'empêcher de parler », d'étaler à la télévision ses préférences pour un ouvrage littéraire ? La question peut être posée, surtout si l'on rappelle Pierre Boulez et ses mots pour le dire arrivés à l'âge de la majorité : « Je m'ennuie ». Quelle vervelle ! Et ça roule en grondant, mais voilà l'eau du torrent n'est pas claire !
« Que l'on pousse, péle-mêle, l'histoire, la géographie, la philosophie, la politique, la physique de son crâne, son péloïde si l'on veut bien reconnaître « fort honnêtement » tout cela, l'intérêt de certains nombres de lettres, »

E
ANG :
Massu

J.-C. Casadesus, l'Ensemble vocal et chœur national, dir. P. Grimbort. Solistes : Ursula Koszut, Nooka Ihara, Bruce Brewer. Amis El Hage : 23 h. 40, Journal.

« Sonate pour violon et piano en si bémol majeur » (Mozart)
« Sonate pour violon et piano en la majeur » (Brahms)
« Sonate pour violon et piano en do mineur » (Beethoven), par H. Snaring, violon ; J. Tocco, piano

Le guide musical des lieux de Paris.

Le Monde
PUBLIE
CHAQUE LUNDI
(numéro daté mardi)
UN SUPPLÉMENT
ÉCONOMIQUE

offres d'emploi[illegible]

2 SOCIÉTÉ GÉNÉRALE
DE SERVICE ET DE GESTION
FILIALE DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

La diversité de sa clientèle lui assure une
sécurité.

Adjoindre pour prendre en charge à court
terme les formalités en France ou à l'étranger
son tout engagement des

LES INGÉNIEURS

DES GRANDES ÉCOLES

Les méthodes dans des équipes chargées de pro-
jets opérationnels dans les 6 mois qui
suivent dans l'entreprise, les Français et les étrangers
ou partie des projets d'importance internationale
souvent qu'ils peuvent ainsi acquies leur
rapidement leurs responsabilités, conforter
leur image de promotion interne et aux impor-
tants décaissements de leur rapide expansion,
s'adaptent à haut niveau technique et hiéran-
tisation de nos activités, fondées sur des
des filiales de dimension humaine
de la part de très nombreux clients travaillent.

C.V., prétentions et disponibilité
se référeré 307 M à S 62
Je Un Whitcomb - 75016 PARIS

département d'emploi

JOURNALISME SOCIAL, 39 ans

Fins de treize ans d'activité professionnelle dans hebdomadaire spécialisés S.T.P., connaissance bien établie travail et emploi, salaires et droit des conventions collectives, Régime des Contributions de Sécurité sociale, hygiène et sécurité, formation professionnelle continues et tous les particularismes S.T.P.

étudier toute proposition d'emploi soit dans la presse soit comme adjoint de direction du personnel dans entreprise.

Écrire sous n° 1234 à c/o Monde + Publicité, 4, rue des Italiens, 75247 Paris cedex 08, qui tr.

ORTHOPHONISTE J. F.
24 ans,
em. empl. V. LAGAY, 13, rue
d'Angoulême 75001. R. 200101

[illegible]

DÉFENSE

Avec un montant global de 5 590 millions de francs en crédits de paiement, le projet de budget militaire pour 1980 sera en augmentation de 14,88 % par rapport aux crédits de 1979.

paraison avec celles de nos principaux partenaires ou éventuels adversaires.

En ce qui concerne le projet de budget de la Défense, le ministre de la Guerre militaire se répartit ainsi les crédits de paiement (qui constituent le maximum des crédits directement disponible par les armées) : 49 672 millions de francs pour les dépenses courantes, 12 000 millions (soit + 1138 % par rapport à 1979) et 39 842 millions de francs pour les dépenses d'équipement nucléaire et classique (soit + 1848 % par rapport à 1979).

Les autorisations de programme sont attribuées à l'équipement des armées pour 10 000 milliards, soit 50 000 millions de francs, en augmentation de 22,40 % par rapport à 1979.

Les dépenses relatives aux dépenses de matériels et d'infrastructure, sont des investissements à long terme, qui nécessitent des opérations à long terme dont le règlement est assuré par des crédits de paiement dans le budget ordinaire et les budgets militaires.

● Une puissante vague déferlante sur l'atoll de Mururoa, qui serait consécutive à un tir nucléaire souterrain, a surpris mercredi 25 juillet, un groupe de techniciens du centre d'expérimentations de Polynésie, sur la route qui entoure le site. Six personnes ont été blessées, dont

RELIGION

tion générale du travail au centre nucléaire du Pacifique». De son côté, le C.R.A. dément que cet accident soit en relation avec des essais nucléaires.

L'immobilier

appartements vente

100

SCIENCES

Les réactions au projet de réforme du C.N.R.S.

Plusieurs responsables ont vivement regretté que le Parlement n'ait pu débattre ni de ce projet de réforme ni des problèmes généraux de la politique de recherche. Les responsables de l'I.C.G.T. ont indiqué, pour leur part, que M. Pierre Aigrain, secrétaire d'Etat à la recherche, s'était engagé à les recevoir en septembre pour aborder l'ensemble des problèmes qui se posent dans le secteur public et privé.

Pour l'immédiat, les cinq organisations syndicales appellent les chercheurs du C.N.R.S. de la région parisienne à une assemblée le 8 août prochain au siège de l'organisme.

UNE LETTRE DU P.C.F. AU PREMIER MINISTRE

D'autre part, dans une lettre adressée mardi 31 juillet au premier ministre, le Guy Bérmerand, député de Boulogne-sur-Mer, ancien vice-président de l'Assemblée na-

nationale et membre du bureau politique du parti communiste, demande que la recherche scientifique et l'avenir du C.N.R.S. fassent l'objet d'un débat lors de la session d'automne de l'Assemblée, qui serait précédée d'une large consultation des milieux scientifiques. Les projets de décrets sur le C.N.R.S. affirme-t-il, confirment que le gouvernement a décidé de soumettre plus di-

scientifique aux impériaux à profits de quelques groupes multinationaux à base française et nous sommes convaincus, écrit-il encore, qu'il ne saurait y avoir de recherche vivante et efficace sans développement des structures démocratiques du C.N.R.S. sans intervention des travailleurs dans la gestion à tous les niveaux et sans abandon des budgets de pénétration.

ÉDUCATION

LES INCENDIES DE FORÊT

forêts méditerranéennes ». Outre ce mémoire », le P.C.F. est l'auteur d'une proposition de loi et d'une demande de création de commission d'enquête parlementaire.

(1) N.D.L.R. — Cette loi favorise la mise en exploitation des terres en friche.

JUSTICE

JUSTICE

MÉDECINE

MÉDECINE

EN BREF...

PAS encore connecté. - (AFP.)

Jeudi 20 août 1979

Le Monde économique

SOCIAL

Une mise au point de M. Barrot :

le déficit n'est pas un tour de passe-passe

Nous avons reçu de M. Jacques Barrot, ministre de la santé et de la Sécurité sociale, la lettre que voici :

Le Monde du 27 juillet dernier a publié, sous le titre « Maladies et corvées », un point de vue de M. Pierre Uri sur la situation de la Sécurité sociale qui appelle de nombreuses observations. 1) Le chiffre de 24 milliards ne résulte pas d'un tour de passe-passe : il constitue bel et bien le déficit cumulé depuis 1976 de la branche maladie et de la branche vieillesse (déficit 1978 : 8,5 milliards ; déficit 1979 : 11,5 milliards). C'est bien ce déficit de la branche maladie qui fait combler par l'État le déficit de la Sécurité sociale en tant que telle. 2) Le chiffre de 24 milliards ne résulte pas d'un tour de passe-passe : il constitue bel et bien le déficit cumulé depuis 1976 de la branche maladie et de la branche vieillesse (déficit 1978 : 8,5 milliards ; déficit 1979 : 11,5 milliards). C'est bien ce déficit de la branche maladie qui fait combler par l'État le déficit de la Sécurité sociale en tant que telle. 3) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale. 4) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale.

5) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale. 6) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale. 7) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale. 8) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale. 9) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale. 10) Il est fallacieux de laisser croire qu'il suffirait, pour équilibrer la Sécurité sociale, de supprimer les cotisations sociales des salariés des entreprises qui supportent actuellement le poids de la Sécurité sociale.

ELECTIONS PRUD'HOMALES : JUSQU'AU 20 AOUT POUR LE DÉPÔT DES LISTES DE SALARIÉS

Le délai pour le dépôt des listes nominatives des salariés des entreprises de moins de 50 salariés est fixé au 20 août 1979. Le délai pour le dépôt des listes nominatives des salariés des entreprises de plus de 50 salariés est fixé au 20 août 1979. Le délai pour le dépôt des listes nominatives des salariés des entreprises de plus de 50 salariés est fixé au 20 août 1979.

AGRICULTURE

Cinq conseillers bénévoles pour « manger britannique »

De notre correspondant. Londres. — Le marketing arrive au secours de l'agriculture britannique. L'une des plus productives du monde, mais en retard sur les méthodes de commercialisation de ses partenaires européens. Le ministre de l'Agriculture, John Gummer, a nommé lundi un groupe de cinq conseillers bénévoles pour aider les producteurs britanniques à améliorer leurs méthodes de commercialisation. Les conseillers seront nommés par le ministre de l'Agriculture, John Gummer, et auront pour tâche de conseiller les producteurs britanniques sur les méthodes de commercialisation de leurs produits. Les conseillers seront nommés par le ministre de l'Agriculture, John Gummer, et auront pour tâche de conseiller les producteurs britanniques sur les méthodes de commercialisation de leurs produits.

A GARGES-LÈS-GONNESSE Statu quo dans l'affaire du foyer de la Sonacotra

Plus d'un mois après l'expiration de quelques jours de la direction du foyer Sonacotra de Garges-lès-Gonnesse (Val-d'Oise), la municipalité de Garges-lès-Gonnesse a décidé de ne pas accepter une solution qui permettrait, selon elle, la réintégration des résidents après la réalisation d'un certain nombre de travaux de rénovation et d'amélioration du confort dans cet établissement. C'est du moins ce que laisse entendre une lettre adressée vendredi 27 juillet, par la direction du foyer Sonacotra à M. Henri Cukierman, maire de Garges-lès-Gonnesse. Cette lettre vient confirmer les termes de la réunion qui s'était tenue le même jour entre la Sonacotra et la municipalité, trois jours après l'expiration des délais de réintégration des résidents. Après avoir rappelé qu'elle avait ouvert aux résidents des possibilités de logement dans d'autres foyers à condition qu'ils soient préalablement admis à l'admission, elle a conclu en disant que la Sonacotra a fait savoir à la municipalité de Garges-lès-Gonnesse des conditions de réintégration des résidents qui ne sont pas acceptables.

Après un accident mortel Au groupe Néogravure

LES SYNDICATS METTENT EN CAUSE LA DIRECTION D'UNE USINE ROUSSEL-ULAF

Jeudi 20 juillet, vers 18 h 30, M. René Fauriol, quadragenaire, président des fiduciaires de la Société de Développement Industriel de Rousselle-ULAF (Seine-Saint-Denis), a été tué dans un accident de travail. Le décès a été constaté par le médecin légiste. Les syndicats ont décidé de mettre en cause la direction de l'entreprise pour l'accident mortel. Les syndicats ont décidé de mettre en cause la direction de l'entreprise pour l'accident mortel.

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE C.G.T. DÉNONÇE « LE MYTHE DES SOLUTIONS RÉGIONALES »

Dans sa communication publiée le 20 juillet, la Fédération Française des Travailleurs du Livre C.G.T. dénonce « le mythe des solutions régionales ». La Fédération Française des Travailleurs du Livre C.G.T. dénonce « le mythe des solutions régionales ». La Fédération Française des Travailleurs du Livre C.G.T. dénonce « le mythe des solutions régionales ».

LES FEMMES DE COMMERÇANTS SONT DÉSORMAIS ÉLIGIBLES AUX CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE

Les conjoints, collaborateurs ou salariées de commerçants sont désormais éligibles aux Chambres de Commerce et d'Industrie (C.C.I.). Les conjoints, collaborateurs ou salariées de commerçants sont désormais éligibles aux Chambres de Commerce et d'Industrie (C.C.I.). Les conjoints, collaborateurs ou salariées de commerçants sont désormais éligibles aux Chambres de Commerce et d'Industrie (C.C.I.).

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DE JOUR	100 FR.	100 DM.	100 S.	100 £.
100 FR.	100,00	166,67	200,00	166,67
100 DM.	60,00	100,00	125,00	100,00
100 S.	50,00	80,00	100,00	80,00
100 £.	60,00	100,00	125,00	100,00

TAUX DES EURO-MONNAIES

TAUX	100 FR.	100 DM.	100 S.	100 £.
100 FR.	100,00	166,67	200,00	166,67
100 DM.	60,00	100,00	125,00	100,00
100 S.	50,00	80,00	100,00	80,00
100 £.	60,00	100,00	125,00	100,00

ÉTRANGER

La Chambre des représentants approuve le plan de rationnement du président Carter

« L'Amérique est l'Arabie Saoudite du charbon », a affirmé le 21 juillet à Louisville (Kentucky), le président Carter, qui a décidé d'aller directement exposer aux Américains ses solutions pour garantir l'indépendance énergétique des États-Unis. C'est une véritable folie pour les États-Unis de dépendre des milliards de dollars à l'égard du pétrole étranger, a-t-il ajouté. Le président américain a promis de réduire la consommation de pétrole de 10 pour cent d'ici à la fin de l'année. Le plan de rationnement du président Carter a été approuvé par la Chambre des représentants.

Le département américain du Trésor étudie la possibilité d'apporter un soutien financier à Chrysler

Le gouvernement américain sera-t-il amené à accorder un soutien financier à Chrysler Corp. ? Dans un communiqué publié le 31 juillet, le département du Trésor a annoncé qu'il étudie la possibilité de la situation de Chrysler sera effectuée aussi rapidement que possible, afin d'évaluer la situation de Chrysler Corp. Dans un communiqué publié le 31 juillet, le département du Trésor a annoncé qu'il étudie la possibilité de la situation de Chrysler sera effectuée aussi rapidement que possible, afin d'évaluer la situation de Chrysler Corp.

L'ALGÉRIE A RÉDUIT SES EXPORTATIONS PÉTROLIÈRES POUR DES RAISONS TECHNIQUES

La SONATRACH, la compagnie pétrolière algérienne, a réduit ses exportations de pétrole de 10 pour cent d'ici à la fin de l'année. La SONATRACH, la compagnie pétrolière algérienne, a réduit ses exportations de pétrole de 10 pour cent d'ici à la fin de l'année. La SONATRACH, la compagnie pétrolière algérienne, a réduit ses exportations de pétrole de 10 pour cent d'ici à la fin de l'année.

GRANDE-BRETAGNE

Production pétrolière record au mois de juin. La production pétrolière britannique a atteint un niveau record de 2,7 millions de tonnes en juin contre 2,5 millions le mois précédent. La production pétrolière britannique a atteint un niveau record de 2,7 millions de tonnes en juin contre 2,5 millions le mois précédent.

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

31 JUILLET

Baisse de l'or et des actions

Le fait remarquable de la séance de mardi a été la baisse de l'or. Celle-ci, cependant, a été limitée à 33 500 F (-1,36 %), qu'il faut attribuer à la baisse de la demande internationale pour l'or, sur le marché de Londres, où les ventes ont été de 120 tonnes, contre 130 tonnes la semaine précédente. Les actions ont également baissé, mais de façon limitée. Le CAC 40 a perdu 1,36 %, soit 12,5 points, pour se situer à 2 212,50. Les valeurs étrangères ont également baissé, mais de façon limitée. Le DAX a perdu 1,36 %, soit 12,5 points, pour se situer à 2 212,50.

Le volume des transactions a été de 120 millions de francs.

Le repli des actions a été essentiellement compensé par une réaction de grande valeur, une trentaine au total, dont les pertes ont été limitées à 1 % et 2 %.

Le repli des actions a été essentiellement compensé par une réaction de grande valeur, une trentaine au total, dont les pertes ont été limitées à 1 % et 2 %.

LONDRES

31 JUILLET

Baisse de l'or et des actions

Le fait remarquable de la séance de mardi a été la baisse de l'or. Celle-ci, cependant, a été limitée à 33 500 F (-1,36 %), qu'il faut attribuer à la baisse de la demande internationale pour l'or, sur le marché de Londres, où les ventes ont été de 120 tonnes, contre 130 tonnes la semaine précédente. Les actions ont également baissé, mais de façon limitée. Le CAC 40 a perdu 1,36 %, soit 12,5 points, pour se situer à 2 212,50. Les valeurs étrangères ont également baissé, mais de façon limitée. Le DAX a perdu 1,36 %, soit 12,5 points, pour se situer à 2 212,50.

Le volume des transactions a été de 120 millions de francs.

Le repli des actions a été essentiellement compensé par une réaction de grande valeur, une trentaine au total, dont les pertes ont été limitées à 1 % et 2 %.

Le repli des actions a été essentiellement compensé par une réaction de grande valeur, une trentaine au total, dont les pertes ont été limitées à 1 % et 2 %.

NEW-YORK

31 JUILLET

Baisse de l'or et des actions

Le fait remarquable de la séance de mardi a été la baisse de l'or. Celle-ci, cependant, a été limitée à 33 500 F (-1,36 %), qu'il faut attribuer à la baisse de la demande internationale pour l'or, sur le marché de Londres, où les ventes ont été de 120 tonnes, contre 130 tonnes la semaine précédente. Les actions ont également baissé, mais de façon limitée. Le CAC 40 a perdu 1,36 %, soit 12,5 points, pour se situer à 2 212,50. Les valeurs étrangères ont également baissé, mais de façon limitée. Le DAX a perdu 1,36 %, soit 12,5 points, pour se situer à 2 212,50.

Le volume des transactions a été de 120 millions de francs.

Le repli des actions a été essentiellement compensé par une réaction de grande valeur, une trentaine au total, dont les pertes ont été limitées à 1 % et 2 %.

Le repli des actions a été essentiellement compensé par une réaction de grande valeur, une trentaine au total, dont les pertes ont été limitées à 1 % et 2 %.

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

COUPES DU DOLLAR A TOKYO

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

VALEURS

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

VALEURS

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

VALEURS

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUILLET

31 JUIL

